

Foire aux questions

Les paiements pour services environnementaux Mise en application de la mesure 24 du plan biodiversité

MTES – 3 juillet 2020

Propos préalable

Cette foire aux questions a pour objectif de donner des réponses opérationnelles aux interrogations posées par la mise en œuvre du dispositif PSE, porté par le MTES et les Agences de l'eau, dans le cadre de la mesure 24 du plan biodiversité.

Elle est à destination de tous les acteurs participant à l'application du dispositif. Elle n'est cependant pas directement destinée aux agriculteurs.

Cette FAQ sera mise à jour régulièrement.

Date	N° version	Commentaires
22 mai 2020	V0	Version non diffusable hors Agences de l'eau
3 juillet 2020	V1	Version diffusable avec réserves : ensemble des réponses non stabilisé, sujet à évoluer avec la poursuite de l'élaboration du dispositif

Table des matières

I. Le dispositif : principes, cadre général.....	8
A. Un dispositif rémunérant les services environnementaux dans un cadre réglementaire notifié à la Commission européenne.....	8
a) Définitions et notions : les paiements pour services environnementaux.....	8
1. Qu'est-ce qu'un service environnemental ?.....	8
2. Qu'est-ce qu'un service écosystémique ?.....	8
b) Un cadre réglementaire notifié à la Commission européenne.....	9
3. Pourquoi l'élaboration d'un dispositif national ?.....	9
4. Comment ce nouveau régime va-t-il s'appliquer dans le temps ?.....	9
5. Quelle est l'articulation du dispositif PSE avec l' <i>ecoscheme</i> (éco-régime) envisagé dans la prochaine PAC ?.....	9
6. Qu'est-ce que la notification ?.....	9
7. Qu'est-ce que les lignes directrices agricoles ?.....	10
8. Quel est le fondement juridique de la demande de notification?.....	10
9. Quel est le périmètre de ce nouveau régime d'aide ?.....	10
10. Quelle application de ce régime dans les DOM ?.....	11
c) Des règles à respecter par rapport à la PAC et aux réglementations nationales.....	11
11. Quel lien avec les réglementations environnementales nationales ou locales, en particulier celles des réserves naturelles ?.....	11
12. Y a-t-il des possibilités de cumul, sur une même exploitation, des PSE et des MAEC ? des PSE et des aides à l'agriculture biologique ?.....	11
13. Les MAEC "préservation de la ressource génétique" (races menacées, ressources végétales, abeilles domestiques) sont-elles cumulables avec les PSE ?.....	11
14. Un exploitant peut-il être éligible aux PSE à la suite de MAEC ?.....	11
15. Quelle articulation avec le verdissement de la PAC ?.....	11
16. Quelle articulation avec la conditionnalité de la PAC ?.....	12
17. Quelle articulation avec les paiements couplés ?.....	12
18. La notice explicative du projet du MTES précise « la compatibilité du dispositif avec les aides existantes impose d'éviter tout risque de double financement avec les aides de la PAC notamment et de s'assurer de l'additionalité du dispositif par rapport aux réglementations en vigueur ». Il s'agit bien des aides du second pilier qui sont évoquées dans cette phrase ?.....	12
19. Quelle articulation avec les investissements financés par le second pilier de la PAC ?.....	12
B. Les acteurs du dispositif.....	13
a) Les bénéficiaires.....	13

20.	Quels sont les bénéficiaires du PSE ? Le dispositif peut-il concerner d'autres acteurs que les agriculteurs ?	13
21.	Un groupement pastoral peut-il être éligible ?	13
22.	Les propriétaires forestiers peuvent-ils être éligibles au dispositif ?.....	13
b)	Les financeurs	13
23.	Qui peut financer l'aide aux agriculteurs ?.....	13
24.	Des aides de l'Etat peuvent-elles venir en complément des aides des Agences pour financer les PSE ?	14
c)	Les porteurs de projets territoriaux.....	14
25.	Qui peut être porteur de projet territorial ?	14
26.	Une collectivité locale, type département ou groupement intercommunal, peut-elle être porteur de projet pour plusieurs communes du département ou de l'intercommunalité ?.....	14
27.	Des maîtres d'ouvrage privés pour des captages seraient intéressés par être porteur de projet PSE. Est-ce possible ?	14
II.	La rémunération des PSE.....	14
A.	Les principes de la rémunération	14
28.	Quels sont les principes qui fondent la rémunération ?	14
29.	Qu'est-ce qu'un indicateur ?	15
30.	Que sont les « valeurs guides » ?	15
31.	Les aides sont-elles plafonnées à l'hectare ?	15
32.	Qu'est-ce qu'une obligation de résultat ?.....	16
33.	Quelles actions sont rémunérées à l'exploitant ?.....	16
34.	Est-il possible pour un porteur de projet de bonifier le montant des PSE c'est-à-dire d'aller au-delà des 4 valeurs plafonds nationales ?.....	16
35.	Les dépenses de formation des agriculteurs sont-elles finançables dans le cadre du dispositif ?.....	16
36.	Les dépenses d'investissements sont-elles éligibles dans le cadre du dispositif ?.....	16
B.	La rémunération de l'exploitation	16
37.	Y a-t-il un plafond de rémunération par exploitation agricole ?.....	16
38.	Y a-t-il un seuil minimal de paiement pour accéder au dispositif ?	16
39.	Comment calculer la moyenne des notes de tous les indicateurs sur une exploitation agricole ?.....	17
40.	Sur quelle surface est calculée la rémunération de l'exploitant agricole ?	17
41.	Quelles sont les modalités de calcul lorsqu'on a plusieurs indicateurs correspondant à une même valeur guide ?	17
42.	N'y a-t-il pas un risque d'effet d'aubaine (un agriculteur qui par exemple coupe sa haie pour être de nouveau rémunéré pour de la création de haies) ? Comment s'assurer que la transition des exploitations est pérenne ?.....	18

43.	Du fait du facteur 10 entre création et le maintien d'infrastructures agro-écologiques (IAE) telles que les haies, un agriculteur risque de voir sa rémunération réduite d'une année sur l'autre. Comment lisser sa rémunération ?	18
44.	Est-ce qu'une exploitation peut bénéficier d'un dispositif public PSE et d'un dispositif privé ? 18	
45.	Est-ce que tous les exploitants du territoire doivent être notés sur tous les indicateurs ? .18	
46.	Un plafond de surface par exploitation peut-il être prévu ?.....	18
C.	Les indicateurs et leur utilisation.....	19
47.	Comment est calculé la rémunération pour la création des infrastructures agro-écologiques (notamment les haies) ?.....	19
48.	Une haie existante ayant bénéficié d'aides publiques pour sa plantation peut-elle être comptée dans les PSE ?	19
49.	Une haie comptabilisée dans l'indicateur « % d'IAE dans la SAU » (volet « création ») peut-elle bénéficier d'un autre financement public (aides régionales ou départementales, autres aides de l'Agence de l'eau, aides au titre des « investissements non productifs » des PDRR ...) ?	19
50.	Comment est calculé l'indicateur « couverture des sols » ?.....	19
51.	Comment est calculé l'indicateur portant sur les indices de fréquences de traitement « IFT » ?.....	19
52.	L'indicateur « % de prairies permanentes dans la SAU » peut-il être utilisé partout ?	20
53.	Une fois le pourcentage d'IAE calculé pour l'exploitation, comment traduit-on ce chiffre en montant de PSE ?.....	20
54.	Est-ce que l'enherbement des fossés est éligible ?.....	20
55.	Comment calculer la surface d'une mare ?.....	21
56.	Comment définir les IAE « zones humides » ou « milieux humides » ?.....	21
57.	Y a-t-il possibilité d'utiliser une moyenne d'IFT sur plusieurs années ?	21
58.	La référence au label Haie est-elle obligatoire pour mobiliser le volet « gestion des structures paysagères » des PSE relatif à la gestion des haies ?.....	21
59.	Est-il possible de présenter un projet de PSE sur un territoire uniquement centré sur la gestion des haies et des structures bocagères ? Faut-il au contraire que le projet intègre obligatoirement également une dimension axée sur la gestion des systèmes de production agricole ?.....	22
60.	Est-ce que la liste des indicateurs est fermée ?	22
61.	Est-ce que les seuils haut et bas des indicateurs sont imposés ? (La liste de l'annexe 2 est indicative – il s'agit d'exemples d'indicateurs. Il est possible d'en inventer d'autres.).....	23
62.	Quelles sont les règles à respecter pour garantir l'absence de double-paiement du dispositif PSE avec d'autres aides publiques dans le cas d'un indicateur visant directement des surfaces de légumineuses ?.....	23
63.	Les surfaces de légumineuses peuvent-elles être comptabilisées dans des indicateurs relatifs à la globalité de l'exploitation (taux de couverture des sols, IFT...) sans constituer un double-paiement avec d'autres aides publiques ?.....	23
64.	Certaines exploitations agricoles en agriculture biologique n'ont pas l'obligation de respecter les critères du paiement vert de la PAC. Est-il possible, pour l'indicateur « part de légumineuses ne recevant pas de produits phytosanitaires au sein de la surface de	

l'exploitation », de rémunérer ces exploitations pour les 5 premiers pourcents de part de légumineuses non traitées ?.....	24
65. Dans les régions où le pourcentage de 5% de la surface en terres arables occupés par des surfaces d'intérêt écologique (SIE dans le cadre du verdissement de la PAC) est majoritairement atteint grâce aux surfaces en cultures dérobées, couverts végétaux ou plantes fixant l'azote, le seuil minimal de l'indicateur "% de IAE dans la SAU" peut-il être abaissé ?.....	24
66. Un indicateur peut-il être adapté localement à partir d'un indicateur utilisé dans d'autres dispositifs d'aides ou d'autres réglementations (IFT, QSA, ...) ?	25
67. L'indication d'une borne supérieure dans les indicateurs, qui n'est pas de 100 %, n'est-elle pas contraire à l'accompagnement des changements ?	25
68. Quels sont les éléments qui peuvent être considérés comme des Infrastructures agroécologiques (IAE) ?	25
69. Les surfaces en miscanthus peuvent-elles être considérées comme des IAE ?.....	25
70. Les ouvrages d'hydraulique douce (noues, fascines...) peuvent-ils être considérés comme des IAE ?.....	25
71. Les prairies peuvent-elles être considérées comme des IAE ?.....	26
72. En quoi consiste le morcellement parcellaire ? Quels sont les objectifs visés, les services environnementaux rendus par ce type de gestion ?.....	26
73. Est-il possible de considérer une largeur de haie inférieure à 10 mètres pour le calcul de la surface de haies ?	27
74. Les agriculteurs dont les haies sont intégrées dans les indicateurs du dispositif doivent adhérer au label « haie ». Existe-t-il l'équivalent pour les autres IAE ?.....	27
III. Le projet territorial	28
A. Choix des territoires par les Agences de l'eau.....	28
75. Comment se fait le choix des territoires ?.....	28
76. A quelle échelle les projets territoriaux sont-ils attendus ?.....	28
77. Est-il envisageable d'avoir deux dispositifs PSE sur un même territoire ?.....	28
78. Le dispositif peut-il conduire à des rémunérations différentes suivant les territoires ?	28
79. Quelle est l'incidence de ce PSE agences de l'eau- MTES sur les projets PSE locaux déjà existants ?	28
80. Comment mobiliser le PSE sur les territoires d'inondation ?.....	28
B. Elaboration du projet territorial	29
81. Est-il possible de proposer un bonus aux agriculteurs s'engageant à aller plus loin sur les deux thématiques (gestion des systèmes de production agricole ou gestion des structures paysagères) ?	29
82. Par qui peut être élaboré le projet territorial ? par le porteur de projet ou par un bureau d'études ?	29
83. Comment se fait le choix des indicateurs ?.....	29
84. Y a-t-il un nombre d'indicateurs minimum ?.....	29
85. Un porteur de projet peut-il choisir un indicateur autre que ceux prévus dans la notification ?.....	29

86.	En vue de favoriser une filière énergétique, une collectivité achète aux agriculteurs leur production de plantes énergétiques (par exemple de la silphie pour alimenter un méthaniseur). Est-ce que cet achat a une incidence sur la définition des indicateurs PSE ? comment les parcelles concernées doivent-elles être prises en compte dans le dispositif PSE ?.....	30
87.	Dans le calcul du bonus collectif, est-ce que les exploitants ou les surfaces en bio (qui ne bénéficient pas du PSE) peuvent être pris en compte, considérant qu'ils rendent également des services environnementaux ?.....	30
88.	Est-il possible d'imposer une obligation de maintien d'un indicateur ?.....	30
89.	Le dispositif PSE doit-il obligatoirement concerner tous les enjeux environnementaux d'un territoire ?.....	30
90.	Un dispositif PSE peut-il être conçu spécifiquement pour une production ou un système de production ?.....	31
91.	Un PSE doit-il obligatoirement concerner tous les systèmes de production d'un territoire ?	31
92.	Est-il possible de construire, sur un seul et même territoire, un dispositif avec deux systèmes d'indicateurs, chacun de ces systèmes d'indicateurs serait orienté vers un système de production, l'un portant par exemple sur la polyculture-élevage, l'autre sur la viticulture ?.....	31
IV.	L'application du dispositif à l'exploitation agricole	31
A.	L'éligibilité de l'exploitation.....	31
93.	Tous les agriculteurs exploitant sur un territoire sélectionné peuvent-ils être éligibles ?...31	
94.	Existe-t-il des cas d'exclusion ?.....	32
B.	L'élaboration du contrat.....	32
95.	Un agriculteur peut-il choisir de contractualiser seulement sur certains indicateurs dans la liste des indicateurs retenus au niveau du territoire ?	32
96.	Pour les infrastructures agro-écologiques (IAE), quel est le lien avec la déclaration PAC ? en particulier les IAE doivent-elles obligatoirement être référencées par l'exploitant sur Télépac dans le cas d'un maintien d'IAE sur 5 ans ? Est-ce que la haie ou surface non agricole (SNA) doit être déclarée à la PAC pour être éligible au PSE en maintien ? Et en cas de création, quelle obligation de déclaration à la PAC ?	32
97.	Pour la comptabilité de l'agriculteur, les PSE sont-ils considérés comme une subvention ou une prestation (pas même ligne comptable, ni même conséquence fiscales notamment) ?.....	33
98.	Quelle est la durée du lien contractuel avec l'exploitant ?.....	33
C.	Le suivi du contrat dans le temps	33
99.	Est-ce que l'évolution des indicateurs doit être prévue sur cinq ans dès le dépôt du dossier de l'agriculteur ?.....	33
100.	Est-il possible d'échelonner la contractualisation des PSE dans le temps (ex : exploitant 1 : engagement PSE en 2020 ; exploitant 2 : engagement PSE en 2021, etc...) ?.....	33
101.	Un agriculteur peut-il passer du statut « création » à « maintien » au cours de ses 5 ans d'engagement ?	33

102.	Est-ce possible pour un agriculteur de sortir du contrat avant la fin des 5 ans ? Si oui, est-ce qu'il y a des pénalités ou un remboursement envisagé ?	33
103.	Par qui sera fait le suivi des indicateurs et des notes des exploitants ?	33
104.	Lors de la transmission d'une exploitation, est-ce que le PSE pourra être transmis ?	34
105.	Que se passe-t-il si des prairies comptant dans la rémunération « maintien » sont retournées ?.....	34
V.	L'instruction, le paiement et le contrôle des dossiers des agriculteurs	34
A.	Instruction et paiement	34
106.	Peut-on externaliser les prestations de paiement/instruction/contrôle ?	34
107.	Le paiement d'avance sera-t-il possible (avant la date anniversaire de signature du contrat) ?	34
108.	Le versement aux agriculteurs est-il annuel ou est-il fait au bout des 5 ans ?	34
B.	Les contrôles.....	34
109.	Quel est le nombre de contrôles à prévoir ?	34
VI.	Gestion administrative et financière du dispositif par les Agences de l'eau	35
A.	Contrat agence de l'eau-porteur de projet	35
110.	Comment l'agence va s'assurer de la bonne réalisation de la mission ? Quels documents seront demandés ?	35
B.	Organisation financière	35
a)	AMI-élaboration du dispositif local.....	35
b)	PSE.....	35
111.	Est-ce que le porteur de projet devra avancer la somme payée aux agriculteurs ?.....	35
112.	La gestion financière du dispositif est-elle finançable par l'Agence de l'eau ?.....	35
	Glossaire	35

Le dispositif : principes, cadre général

A. Un dispositif rémunérant les services environnementaux dans un cadre réglementaire notifié à la Commission européenne

a) Définitions et notions : les paiements pour services environnementaux

1. Qu'est-ce qu'un service environnemental ?

Action ou mode de gestion d'un acteur qui améliore l'état de l'environnement, au bénéfice d'autres acteurs ou de la société dans son ensemble, en permettant l'augmentation d'un service écosystémique – exemples : la création, la gestion et l'entretien des structures paysagères (haies, bocage, arbres isolés, réseau de zones humides...), la gestion des écosystèmes cultivés par le choix de pratiques agricoles, itinéraires techniques ou systèmes de production favorables à l'expression et l'augmentation des services écosystémiques (allongement des rotations, maintien d'une part importante de prairies permanentes dans l'assolement, gestion des éléments biogéochimiques (N, P, C) ...).

2. Qu'est-ce qu'un service écosystémique ?



Fonction écologique d'un écosystème dont l'utilisation permet de retirer un avantage (pour l'agriculteur, ou de manière plus générale pour la société) – exemples : la fourniture d'habitats pour la faune et la flore dans l'objectif de préservation globale de la biodiversité, la pollinisation des espèces cultivées, la régulation des populations de ravageurs ou de parasites des cultures par des auxiliaires, l'épuration de l'eau à travers des massifs poreux pour la préservation de la qualité des eaux vis-à-vis des pollutions diffuses, le stockage de carbone dans les sols...

b) Un cadre réglementaire notifié à la Commission européenne

3. Pourquoi l'élaboration d'un dispositif national ?

Le Ministère de la transition écologique et solidaire (MTES) souhaite accompagner les agriculteurs qui s'engagent dans des actions ou des modes de gestion qui améliorent l'état de l'environnement en contribuant à optimiser le fonctionnement des écosystèmes.

La décision de mettre en place un dispositif de paiements pour services environnementaux (PSE) à destination des agriculteurs, afin de valoriser les pratiques bénéfiques pour l'environnement, a été actée dans le plan biodiversité (mesure 24) adopté par le gouvernement français en juillet 2018.

Ce projet d'aide spécifique permet de reconnaître les services rendus par l'activité agricole à l'ensemble de la communauté nationale. De nombreuses demandes s'expriment en ce sens, venant en particulier de collectivités territoriales, d'ONGE, et aussi d'acteurs du monde agricole, syndicats, organismes de service. Il y a également un certain nombre de projets territoriaux qui voient le jour, invoquant la notion de paiements pour services environnementaux pour structurer leur action. Il est souhaitable, pour clarifier les termes du débat public, que tous les acteurs fassent référence à un concept commun. Les services environnementaux doivent être définis comme le produit d'une gestion adaptée des milieux par les agriculteurs, susceptible d'optimiser les services rendus par les écosystèmes.

4. Comment ce nouveau régime va-t-il s'appliquer dans le temps ?

Le présent régime est applicable à compter de la date d'approbation par la Commission européenne (18 février 2020) et jusqu'au 31 décembre 2021 (possibilité d'engager juridiquement des dossiers jusqu'à cette date). Il pourra le cas échéant faire l'objet d'une demande de prorogation auprès de la Commission européenne.

Les contrats avec les agriculteurs auront une durée de cinq ans à compter

Les autorités françaises s'engagent à adapter le dispositif en cas de modifications apportées dans les futures lignes directrices agricoles postérieurement au 31 décembre 2020 ainsi qu'en cas d'évolution des exigences réglementaires, agricoles ou environnementales, ou en cas d'évolution des exigences des autres aides publiques, notamment de la PAC

5. Quelle est l'articulation du dispositif PSE avec l'*ecoscheme* (éco-régime) envisagé dans la prochaine PAC ?

L'*ecoscheme* est une composante du 1^{er} pilier de la PAC, il a donc vocation à concerner un grand nombre d'exploitants agricoles sur l'ensemble du territoire national. Le dispositif PSE pourra alimenter la réflexion concernant cet *ecoscheme* dans le cadre de l'élaboration du Plan Stratégique National mais celui-ci ne sera pas une généralisation du dispositif PSE. Le dispositif PSE est en effet conçu pour s'appliquer dans le cadre de projets de territoire avec une adaptation forte aux spécificités locales.

6. Qu'est-ce que la notification ?

Ce nouveau régime d'aide financière a dû faire l'objet d'une demande à la Commission Européenne eu égard au droit en vigueur sur le régime des aides d'Etat et les règles liées au droit de la concurrence. Les autorités françaises ont donc notifié, en juillet 2019, à la Commission européenne le présent régime, pris en application de la section 1.1.5.1 « Aides au titre d'engagements environnementaux et climatiques » au titre des lignes directrices de l'Union européenne concernant les aides d'Etat dans les

secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales 2014-2020 (LDAF). La Commission européenne a donné son accord le 18 février 2020.

7. Qu'est-ce que les lignes directrices agricoles ?

Les Lignes Directrices Agricoles et Forestières européennes, reprennent les règles de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC). Elles encadrent notamment l'octroi d'aides publiques dans le secteur agricole afin d'assurer l'absence de distorsion de concurrence entre les États membres. Elles prévoient que les aides apportées aux agriculteurs ne peuvent aller au-delà de la compensation des surcoûts et manques à gagner liés à la mise en œuvre des pratiques motivant la rémunération. Les paiements pour services environnementaux doivent être compatibles avec ces lignes directrices. Le régime d'aide d'État encadre le dispositif afin que celui-ci soit compatible avec ces lignes directrices.

8. Quel est le fondement juridique de la demande de notification ?

Le nouveau régime d'aide PSE est notifié en application de l'action n°24 du Plan biodiversité, adopté par les autorités françaises le 4 juillet 2018. Sa base réglementaire correspond aux dispositions juridiques suivantes, déclinées par thèmes.

Protection de l'eau : Objectifs de bon état des masses d'eau, fixés par le Parlement européen dans la Directive Cadre sur l'Eau (Directive 2000/60/CE du Parlement européen) et transposés au niveau national dans la Loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2016 ainsi que leurs textes d'application. Ces textes ainsi que le plan de gestion du bassin (schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux - SDAGE) fixent les orientations d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, les objectifs d'atteinte du bon état des eaux, et les captages prioritaires sur lesquels il est nécessaire d'atteindre ces objectifs ; Loi Grenelle I du 3 août 2009 et article L.211-3 du Code de l'Environnement , prévoyant la protection des captages prioritaires les plus menacés par les pollutions diffuses, pour lesquels des programmes de reconquête de la qualité de l'eau doivent être mis en œuvre. Directive Nitrates européenne (91/676/CEE), déclinée dans un programme d'actions national et des programmes régionaux.

Protection de la biodiversité : Directive 92/43/CEE du Conseil, du 21 mai 1992, concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages Directive 2009/147/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages ; Réglementation nationale relative aux réserves naturelles (article L.332-1 et suivants du code de l'environnement), aux Parcs nationaux (article L.331-1 et suivants du code l'environnement) et aux arrêtés de protection de biotope (article L.411-1 et suivants du code de l'environnement)

Réglementation agricole : Encadrement législatif et réglementaire rattaché à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques : arrêté du 4 mai 2017 ; loi n° 2014-110 du 6 février 2014 ; article L.253-17 du code rural et de la pêche maritime.

Collectivités territoriales : Articles L.1511-1 et suivants et article L.2224-7-1 du code général des collectivités territoriales. Article L.1321 et suivants du code de la santé publique, impliquant l'obligation pour une collectivité distributrice d'eau potable, d'en assurer une qualité respectant les normes propres à sa consommation.

9. Quel est le périmètre de ce nouveau régime d'aide ?

Le présent régime a été notifié par les autorités françaises et est mis en œuvre par les Agences de l'eau. Il couvre l'ensemble du territoire métropolitain, il a vocation à cibler en particulier les territoires à enjeux eau et/ou biodiversité et/ou protection des sols

10. Quelle application de ce régime dans les DOM ?

Le dispositif PSE ne peut pas s'appliquer aux DOM car le financement prévu est celui des Agences de l'eau. Cependant, si elles sont intéressées par le dispositif, des collectivités territoriales ultra-marines, peuvent se fonder sur les PSE pour notifier leur propre projet à la Commission européenne.

c) Des règles à respecter par rapport à la PAC et aux réglementations nationales

11. Quel lien avec les réglementations environnementales nationales ou locales, en particulier celles des réserves naturelles ?

Les PSE ne peuvent financer les obligations réglementaires. En particulier, les exigences du PSE devront aller au-delà des obligations prévues dans les textes réglementaires régissant les réserves naturelles, les sites faisant l'objet d'arrêtés préfectoraux de protection de biotope, les zones cœur des Parcs nationaux. Cela se traduit, pour les indicateurs, par des valeurs seuils minimales, qui vont au-delà de ces obligations réglementaires.

12. Y a-t-il des possibilités de cumul, sur une même exploitation, des PSE et des MAEC ? des PSE et des aides à l'agriculture biologique ?

Les PSE ne peuvent pas être cumulés avec les MAEC et les aides à l'agriculture biologique pour une exploitation agricole donnée. Les deux dispositifs peuvent cohabiter sur un même territoire, mais un agriculteur ne peut pas souscrire aux deux. S'il est engagé dans un contrat MAEC et/ou un contrat de conversion ou de maintien de l'agriculture biologique, il ne peut bénéficier du dispositif PSE, et inversement.

Cette exclusion s'applique dans tous les cas, y compris lorsque le projet de territoire porte sur des thématiques autres que celles des MAEC contractualisées localement ou prévoit des indicateurs qui ne sont pas inclus dans les cahiers des charges des MAEC ou de l'agriculture biologique. Par exemple, même s'il n'y a pas d'obligation concernant les infrastructures agro-écologiques dans le cahier des charges de l'AB, une exploitation qui bénéficie d'aides pour la conversion ou le maintien en AB, ne peut pas souscrire un PSE (même si celui-ci porte uniquement sur les infrastructures agro-écologiques).

13. Les MAEC "préservation de la ressource génétique" (races menacées, ressources végétales, abeilles domestiques) sont-elles cumulables avec les PSE ?

Non : ces MAEC sont prévues à l'article 28 du règlement (UE) n° 1305/2013 et ne peuvent donc être cumulables avec les PSE sur une même exploitation.

14. Un exploitant peut-il être éligible aux PSE à la suite de MAEC ?

S'il n'y a plus de contrat MAEC (ou MAB-CAB) en cours au nom de l'exploitation, celle-ci est éligible aux PSE.

15. Quelle articulation avec le verdissement de la PAC ?

Les PSE et les indicateurs figurant dans la notification ont été conçus afin de ne pas financer les éléments déjà rémunérés dans le premier pilier de la PAC, notamment par le verdissement.

Les indicateurs se démarquent ainsi des exigences des paiements verts en s'appuyant sur une durée moyenne de rotation sur l'exploitation (et non sur un nombre de cultures dans l'assolement) supérieure à trois années et sur un pourcentage d'infrastructures agro-écologiques par rapport à la surface agricole utile (SAU) supérieure à 5 % ainsi qu'une exigence de gestion durable des IAE.

L'indicateur relatif à la part des cultures fixatrices d'azote ne recevant pas de produits phytosanitaires aura également une borne inférieure supérieure à 5 %, afin de garantir une exigence additionnelle par rapport au paiement vert. Les exploitations en agriculture biologique ne font pas exception à cette règle.

L'utilisation d'un nouvel indicateur, ne figurant pas dans la notification, est possible mais à condition de s'assurer qu'il ne finance pas un élément déjà rémunéré par le verdissement.

16. Quelle articulation avec la conditionnalité de la PAC ?

Les PSE et les indicateurs figurant dans la notification ont été conçus afin de ne pas financer les obligations liées aux bonnes conditions agro-environnementales. Pour les indicateurs proposés dans la notification correspondant à des critères BCAE, les seuils bas ont été fixés afin de ne pas rémunérer les obligations BCAE.

L'utilisation d'un nouvel indicateur, ne figurant pas dans la notification, est possible mais à condition de s'assurer qu'il ne finance pas une obligation BCAE.

17. Quelle articulation avec les paiements couplés ?

Les PSE et les indicateurs figurant dans la notification ont été conçus afin de ne pas financer les éléments déjà rémunérés dans le premier pilier de la PAC, notamment par les aides couplées.

Les indicateurs proposés dans la notification intègrent donc un critère complémentaire de gestion par rapport aux aides couplées. Par exemple, s'agissant des surfaces de cultures de légumineuses, les indicateurs PSE ne devront prendre en compte que les surfaces qui ne sont pas traitées par des produits phytosanitaires.

Les aides PSE sont ainsi cumulables avec les aides découplées

L'utilisation d'un nouvel indicateur, ne figurant pas dans la notification, est possible mais à condition de s'assurer qu'il ne finance pas un élément déjà rémunéré par le verdissement.

18. La notice explicative du projet du MTES précise « la compatibilité du dispositif avec les aides existantes impose d'éviter tout risque de double financement avec les aides de la PAC notamment et de s'assurer de l'additionalité du dispositif par rapport aux réglementations en vigueur ». Il s'agit bien des aides du second pilier qui sont évoquées dans cette phrase ?

Non il s'agit de l'ensemble de la PAC :

- premier pilier : conditionnalité BCAE, verdissement, aides couplées,
- second pilier : MAEC, MAB, CAB (d'où l'exclusion à l'exploitation), aides à l'investissement (non cumul pour des aides dont l'objet est similaire aux PSE, par exemple pour les haies),
- réglementations nationales.

En cas d'évolution réglementaire (prochaine PAC ou au niveau national), les contrats PSE devront être éventuellement revus d'où la nécessité d'inclure dans ceux-ci une clause de révision en cas de modification réglementaire.

19. Quelle articulation avec les investissements financés par le second pilier de la PAC ?

Il peut y avoir cumul des PSE avec des aides à l'investissement relevant des Programmes de Développement Rural, sauf pour ce qui concerne les aides aux « investissements non productifs » visant des objectifs communs à ceux des PSE notamment s'agissant de la préservation de la biodiversité ou de l'amélioration de la qualité de l'eau (création de haies, reconstitution d'éléments paysagers, restauration de bocages etc.).

B. Les acteurs du dispositif

a) Les bénéficiaires

20. Quels sont les bénéficiaires du PSE ? Le dispositif peut-il concerner d'autres acteurs que les agriculteurs ?

Comme prévu dans le Plan biodiversité et comme notifié à la Commission européenne, les seuls bénéficiaires finaux de ce dispositif de PSE sont les agriculteurs, et plus précisément les personnes physiques ou morales qui exercent au 1er janvier de l'année de la demande des activités réputées agricoles au sens de la première phrase de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime :

« Sont réputées agricoles toutes les activités correspondant à la maîtrise et à l'exploitation d'un cycle biologique de caractère végétal ou animal et constituant une ou plusieurs étapes nécessaires au déroulement de ce cycle ainsi que les activités exercées par un exploitant agricole qui sont dans le prolongement de l'acte de production ou qui ont pour support l'exploitation. »

Les porteurs de projet peuvent être financés par les Agences de l'eau pour l'élaboration locale du dispositif ou pour l'animation mais pas pour la fourniture de services environnementaux.

21. Un groupement pastoral peut-il être éligible ?

Non, pas dans le cadre du dispositif expérimental.

22. Les propriétaires forestiers peuvent-ils être éligibles au dispositif ?

Non. La notification à la Commission européenne prévoit que seuls les agriculteurs sont éligibles.

b) Les financeurs

23. Qui peut financer l'aide aux agriculteurs ?

L'origine des fonds, publique ou privée, est à différencier.

Pour les fonds publics : le régime notifié à la Commission européenne prévoit que le financement soit fait par les Agences de l'eau à hauteur de 150 M€ sur trois ans (que le porteur de projet soit une structure publique ou privée). D'autres acteurs publics (Collectivités territoriales et leurs groupements, établissements publics) impliqués au niveau territorial dans la mise en œuvre du dispositif, s'ils agissent en tant que mandataires des Agences de l'eau, peuvent apporter un cofinancement. Cette possibilité doit cependant être appréciée, au cas par cas, par les Agences de l'eau, le montant global d'aides aux agriculteurs au niveau national ne devant pas dépasser les 150 M€ notifiés.

Pour les fonds privés :

- le co-financement des aides aux agriculteurs « fonds publics/fonds privés » n'est pas prévu dans le dispositif notifié auprès de l'Union européenne ; il n'est donc pas autorisé dans le cadre du dispositif,
- le financement par des fonds privés d'aides aux agriculteurs ne relève pas du dispositif notifié auprès de la Commission européenne.

24. Des aides de l'Etat peuvent-elles venir en complément des aides des Agences pour financer les PSE ?

Non. Le régime notifié à la Commission européenne prévoit que le financement soit seulement fait par les Agences de l'eau à hauteur de 150 M€ et, le cas échéant, par d'autres acteurs publics (Collectivités territoriales et leurs groupements, établissements publics) impliqués au niveau territorial dans la mise en œuvre du dispositif, s'ils agissent en tant que mandataires des Agences de l'eau (dans la limite des 150 M€).

c) Les porteurs de projets territoriaux

25. Qui peut être porteur de projet territorial ?

Le régime notifié à la Commission européenne prévoit que des structures publiques ou privées peuvent être des porteurs de projet territorial : collectivités territoriales, syndicats d'alimentation en eau potable ou de bassins-versants, Parcs naturels régionaux, Sociétés Coopératives d'Intérêt Collectif...

Les Agences de l'eau peuvent, si elles le souhaitent, restreindre cette possibilité à certains types de structures.

26. Une collectivité locale, type département ou groupement intercommunal, peut-elle être porteur de projet pour plusieurs communes du département ou de l'intercommunalité ?

Oui. Une collectivité locale, type département ou groupement intercommunal, peut être porteur de projet pour le compte de communes qui ne disposeraient pas de structures techniques ou administratives suffisantes. Le projet doit cependant être élaboré sur un territoire défini en fonction de ses enjeux environnementaux (aires d'alimentation de captage ...) et n'a donc pas vocation à couvrir l'intégralité d'un département.

27. Des maîtres d'ouvrage privés pour des captages seraient intéressés par être porteur de projet PSE. Est-ce possible ?

Cela dépend des Agences de l'eau qui définissent les types de porteur de projet éligibles sur leurs bassins. Suivant le porteur de projet public ou privé, elles choisissent alors le cadre contractuel adapté. Quoi qu'il en soit, si des acteurs privés souhaitent porter des projets PSE, avec des fonds privés, c'est possible en dehors du cadre notifié.

I. La rémunération des PSE

A. *Les principes de la rémunération*

28. Quels sont les principes qui fondent la rémunération ?

La logique de rémunération est, comme l'exige la référence à la notion de services environnementaux, fondée sur l'atteinte de résultats observés et non sur la mise en œuvre de moyens. En outre, elle s'apprécie en se fondant sur l'importance des services environnementaux rendus, propres à optimiser les services écosystémiques des milieux gérés par l'agriculteur. Elle est calculée à partir des indicateurs traduisant les caractéristiques des systèmes de production agricoles et de la gestion des structures paysagères. Ces indicateurs sont combinés de manière à traduire la dimension systémique des systèmes

de production qu'ils caractérisent. La rémunération est proportionnée à l'importance des services rendus, sur la totalité de la surface de l'exploitation agricole. La rémunération porte autant sur l'existant (pour les services rendus) que sur la transition que sur les services qu'elle va permettre de rendre).

29. Qu'est-ce qu'un indicateur ?

Les indicateurs permettent d'évaluer la performance environnementale de l'exploitation. Les indicateurs sont élaborés localement, au choix du porteur de projet, en fonction de l'analyse des besoins du territoire, et validés par les Agences de l'eau. La liste d'indicateurs présente dans la notification n'est donc pas exhaustive.

30. Que sont les « valeurs guides » ?

Le dispositif proposé s'attache à deux domaines de gestion sur une exploitation agricole : la « gestion des structures paysagères », qui concerne les surfaces non-agricoles, dont les infrastructures agroécologiques, et la « gestion des systèmes de production agricole » qui concerne les surfaces agricoles. Une distinction est également faite selon que le service environnemental rendu est maintenu ou bien créé, traduisant une amélioration de la performance environnementale de l'exploitation. Il est considéré que ces deux domaines et ces deux composantes forment quatre catégories de services environnementaux à distinguer, dont il convient d'adapter le montant d'aide en fonction du service rendu.

Le calcul du montant d'aide se fonde alors sur quatre valeurs de rémunération unitaires, appelées « valeurs guides », correspondant aux quatre catégories de services environnementaux. Ces valeurs guides sont exprimées en euro par hectares, et s'appliquent sur la surface totale de l'exploitation.

Ces valeurs guides ont été établies à partir de mesures « équivalentes », susceptibles de générer ces services, à savoir le maintien et la conversion à l'agriculture biologique en ce qui concerne la gestion des systèmes de production agricole, et les coûts de chantier de haies en ce qui concerne la gestion des structures paysagères (données statistiques).

31. Les aides sont-elles plafonnées à l'hectare ?

Elles sont plafonnées par les valeurs guides.

Rémunération €/ha	Gestion des structures paysagères	Gestion des systèmes de production agricole
Création / transition	676	260
Entretien – maintien	66	146

De plus :

- conformément aux lignes directrices agricoles européennes, le plafond maximal d'aide pour les structures paysagères est de 450 €/ha,
- conformément à la notification du dispositif, un plafonnement par exploitation de 1050 €/ha/an (somme des plafonds des lignes directrices agricoles relatifs aux surfaces de cultures annuelles -600 €/ha/an- et des autres utilisations du sol -450 €/ha/an) est à respecter.

32. Qu'est-ce qu'une obligation de résultat ?

La mise en place de PSE se fonde sur l'atteinte de résultats obtenus sur l'exploitation agricole.

Les résultats environnementaux (restauration de la biodiversité, amélioration de la qualité de l'eau...) ne sont souvent observables qu'au bout d'un certain nombre d'années. A défaut, les résultats recherchés dans le cadre des PSE correspondent à des transformations des systèmes de production agricole, ou à un aménagement paysager des espaces cultivés, compatibles avec la fourniture des services environnementaux attendus.

Connaissant les liens de cause à effet de ces transformations avec les bénéfices environnementaux attendus, il est possible d'accorder un montant d'aide sur la base des services environnementaux rendus, grâce à un système d'indicateurs évaluant les performances environnementales d'une exploitation agricole.

33. Quelles actions sont rémunérées à l'exploitant ?

L'aide intègre la rémunération des services environnementaux rendus par les agriculteurs, au travers de deux domaines d'activité : gestion des systèmes de production agricole et gestion des structures paysagères (« infrastructures agro-écologiques »).

34. Est-il possible pour un porteur de projet de bonifier le montant des PSE c'est-à-dire d'aller au-delà des 4 valeurs plafonds nationales ?

Non. Les quatre valeurs guides notifiées auprès de la Commission européenne ne peuvent en aucun cas être majorées.

35. Les dépenses de formation des agriculteurs sont-elles finançables dans le cadre du dispositif ?

Les dépenses de formation ne sont pas éligibles. L'animation du dispositif est finançable selon les conditions contractuelles liant l'Agence de l'eau et le porteur de projet.

36. Les dépenses d'investissements sont-elles éligibles dans le cadre du dispositif ?

Les dépenses d'investissement (qu'elles concernent des investissements mutualisés pour plusieurs agriculteurs ou non) ne sont pas éligibles car ce sont les services environnementaux qui sont rémunérés.

B. La rémunération de l'exploitation

37. Y a-t-il un plafond de rémunération par exploitation agricole ?

Les montants par ha sont encadrés par les valeurs guides et les lignes directrices agricoles.

Les montants par exploitation ne sont pas encadrés par la notification. Les Agences de l'eau, ou les porteurs de projet territoriaux, dans l'objectif d'une bonne gestion de leurs moyens financiers, ont la possibilité de fixer un montant plafond par exploitation. Si ce plafond est proposé par les porteurs de projets territoriaux, il est à valider par les Agences de l'eau.

38. Y a-t-il un seuil minimal de paiement pour accéder au dispositif ?

Les montants par exploitation ne sont pas encadrés par la notification. Les Agences de l'eau, ou les porteurs de projet territoriaux, dans l'objectif d'une bonne gestion de leurs moyens financiers, ont la

possibilité de fixer un seuil minimal d'accès au dispositif par exploitation. Si ce seuil est proposé par les porteurs de projets territoriaux, il est à valider par les Agences de l'eau.

39. Comment calculer la moyenne des notes de tous les indicateurs sur une exploitation agricole ?

Le résultat de la performance environnementale de l'exploitation est à différencier selon les deux domaines « gestion des structures paysagères » et « gestion des systèmes de production agricole » et selon les deux composantes de maintien ou de création de services environnementaux, faisant référence aux quatre valeurs guides.

Chaque année, une note globale de l'exploitation est calculée pour chaque domaine et pour chaque composante. Afin de calculer ces quatre notes globales correspondant aux quatre valeurs guides, et en fine de calculer un montant d'aide, il est nécessaire de passer par une étape d'agrégation des indicateurs. À défaut, la méthode d'agrégation de chaque note globale est la moyenne des indicateurs, en discernant chaque composante (maintien ou création) et chaque domaine de gestion dans le calcul de cette moyenne.

Cependant, les services environnementaux rendus à travers l'expression des indicateurs n'ont pas forcément tous la même importance au regard des enjeux environnementaux visés. Par exemple, si un territoire de captage d'eau potable a une qualité d'eau dégradée en raison majoritairement d'herbicides, et plus marginalement d'insecticides, alors un indicateur « IFT herbicide » aura davantage d'importance qu'un indicateur « IFT insecticide ». Autrement dit, lorsque l'on effectue une simple moyenne, il est possible que l'on masque, dilue ou lisse des indicateurs plus importants que d'autres pour une problématique environnementale donnée.

C'est pourquoi il est donné la possibilité aux porteurs de projets de personnaliser l'étape d'agrégation en modifiant les pondérations des indicateurs, et/ou des sous-domaines dans le cas de la gestion des systèmes de production agricole (seul domaine comportant des sous-domaines). De cette manière, il peut être accordé davantage d'importance à certains indicateurs pris individuellement ou bien à un sous-domaine entier, constitué de plusieurs indicateurs. La moyenne calculée est alors une moyenne pondérée.

40. Sur quelle surface est calculée la rémunération de l'exploitant agricole ?

Les aides octroyées en tant que PSE sont des aides versées à la surface (€/ha), sur la totalité de l'exploitation car les PSE ne sont pas une approche à la parcelle mais à l'exploitation. C'est donc bien la surface agricole utile totale qui est prise en compte dans le montant de la rémunération.

Pour que le financement PSE aille en priorité sur le territoire retenu (par exemple une AAC) et ne soit pas « dilué » sur des parcelles extérieures à celui-ci, le porteur de projet peut :

- fixer des contraintes en matière d'éligibilité des exploitations (cf question : « Tous les agriculteurs exploitant sur un territoire sélectionné peuvent-ils être éligibles ? »),
- définir les indicateurs pour viser plus particulièrement les parcelles du territoire.

41. Quelles sont les modalités de calcul lorsqu'on a plusieurs indicateurs correspondant à une même valeur guide ?

Les valeurs guides de rémunération ne peuvent pas être dépassées. Dans le cas d'indicateurs appartenant à un même groupe (gestion des infrastructures agro-écologiques ou gestion des systèmes de production agricole), il convient de faire une moyenne des notes des indicateurs avant de calculer la rémunération associée. Il est toutefois possible de modifier la pondération des indicateurs pour donner plus de poids à certains.

42. N’y a-t-il pas un risque d’effet d’aubaine (un agriculteur qui par exemple coupe sa haie pour être de nouveau rémunéré pour de la création de haies) ? Comment s’assurer que la transition des exploitations est pérenne ?

L’exploitation agricole est réévaluée chaque année, ce qui permet de suivre les changements de performance et de recalculer le cas échéant la rémunération en fonction des éventuelles régressions observées. Dans le cas d’une régression de l’importance relative des haies une année donnée, la rémunération de création de haies devra être recalculée en ne tenant compte que de la seule amélioration par rapport au début du contrat. En d’autres termes, la rémunération en « création-transition » sera remise en cause pour ce qui concerne les haies détruites. Les haies ne seront alors rémunérées qu’au tarif « entretien-maintien », pour la durée effective de ce maintien.

43. Du fait du facteur 10 entre création et le maintien d’infrastructures agro-écologiques (IAE) telles que les haies, un agriculteur risque de voir sa rémunération réduite d’une année sur l’autre. Comment lisser sa rémunération ?

Le montant plus élevé l’année de création de la haie correspond à un accompagnement pour le changement. La rémunération peut effectivement se trouver réduite les années suivantes du fait de la seule rémunération du maintien. Un agriculteur peut choisir de lisser sa rémunération « création » sur cinq ans en implantant des haies chaque année ; il peut aussi choisir d’atteindre son objectif en termes de haies dès la première année puis bénéficier de la rémunération du maintien pendant quatre ans, ce qui correspond, sur cinq ans, à davantage de services environnementaux et donc davantage de rémunération.

44. Est-ce qu’une exploitation peut bénéficier d’un dispositif public PSE et d’un dispositif privé ?

Un dispositif PSE privé est un contrat de droit privé. Il peut être cumulable sur une exploitation sous réserve qu’il n’y ait aucun financement public qui contribue, même de façon indirecte, au PSE privé.

45. Est-ce que tous les exploitants du territoire doivent être notés sur tous les indicateurs ?

Oui : un système d’indicateurs est construit et paramétré au niveau du territoire de PSE entier et toutes les exploitations agricoles sont notées sur tous les indicateurs. Si une exploitation agricole ne rend pas certains services environnementaux, évalués à travers certains indicateurs, alors la note attribuée à ces indicateurs sera de 0.

46. Un plafond de surface par exploitation peut-il être prévu ?

Oui : dans le souci d’une bonne gestion financière du dispositif un plafond en nombre d’ha peut être prévu par l’Agence de l’eau ou le porteur de projet, auquel cas il doit être validé par l’Agence de l’eau.

C. Les indicateurs et leur utilisation

47. Comment est calculé la rémunération pour la création des infrastructures agro-écologiques (notamment les haies) ?

Concernant les infrastructures agro-écologiques (IAE), l'indicateur est évalué par le calcul suivant : (Surface IAE) / SAU * 100 (en %).

En particulier pour les haies, par convention, on suppose que les haies ont une emprise de 10 m de largeur, ce qui correspond à la règle d'équivalence de 10 m² pour un mètre linéaire. Cela correspond à 1000 ml \Leftrightarrow 1 ha. Concrètement, on peut donc mesurer le linéaire de haies et calculer la surface équivalente avec cette règle. Le montant de la rémunération des IAE sera calculé sur la base de cette surface équivalente. La gestion durable de la haie (selon le label « Haie ») implique de s'occuper non seulement de la haie en elle-même mais de bandes enherbées de part et d'autre (interface haie/milieu cultivé, et source importante de biodiversité). L'espace à gérer, selon l'Afac, a à peu près une dizaine de mètres de largeur.

48. Une haie existante ayant bénéficié d'aides publiques pour sa plantation peut-elle être comptée dans les PSE ?

Oui. C'est le service environnemental actuel qui est rémunéré. Que la haie ait été créée par l'exploitant (grâce à des aides ou pas), ou qu'elle soit antérieure, si elle remplit les caractéristiques d'une haie telles que définies dans le projet de territoire, alors elle peut être comptabilisée dans l'indicateur « % d'IAE dans la SAU » au titre du maintien des services environnementaux.

49. Une haie comptabilisée dans l'indicateur « % d'IAE dans la SAU » (volet « création ») peut-elle bénéficier d'un autre financement public (aides régionales ou départementales, autres aides de l'Agence de l'eau, aides au titre des « investissements non productifs » des PDRR ...) ?

Non. Il ne peut y avoir double financement public. Si une haie est comptabilisée dans l'indicateur « % d'IAE dans la SAU », volet « création », alors elle ne peut pas bénéficier d'aides publiques pour sa mise en place.

50. Comment est calculé l'indicateur « couverture des sols » ?

Le calcul de l'indicateur "% de couverture des sols" se fait sur l'année entière.

L'indicateur doit aller au-delà de la réglementation (principe d'additionnalité), en particulier de la directive nitrates. Selon les cas, une partie de l'année ne peut donc pas être comptée dans cet indicateur (période où la couverture des sols est obligatoire en zones vulnérables). Sur ce point, il pourra être fait référence au programme d'actions nitrates régional, et en particulier la mesure 7 relative à la couverture des sols, à titre d'exemple celui pour la région Auvergne Rhône Alpes sur le site de la DRAAF concernée : <http://draaf.auvergne-rhone-alpes.agriculture.gouv.fr/Mesure-7-Couverture-des-sols-en>

51. Comment est calculé l'indicateur portant sur les indices de fréquences de traitement « IFT » ?

Pour chaque traitement réalisé sur une parcelle, l'IFT correspond au rapport entre la dose appliquée et la dose de référence, au prorata de la surface traitée de la parcelle sur la surface totale de celle-ci. L'IFT annuel d'une parcelle correspond à la somme des traitements sur une année culturale. L'IFT annuel d'une exploitation est ensuite obtenu par agrégation, à l'aide d'une moyenne pondérée par la surface

des parcelles. Par souci de comparabilité, l'IFT peut être calculé séparément par types de traitements (herbicides, fongicides, insecticides...). Davantage d'informations sur ce calcul sont disponibles sur le site internet du ministère chargé de l'agriculture (<https://agriculture.gouv.fr/indicateur-de-frequence-de-traitements-phytosanitaires-ift>).

Dans le cadre du dispositif proposé, un indicateur relatif à l'IFT peut être mesuré soit en valeur absolue (unité IFT), soit en valeur relative par rapport à une référence, c'est-à-dire en mesurant la diminution de l'IFT par rapport à une référence (% de réduction). Cette référence peut être établie localement soit à l'issue d'un diagnostic territorial, en retenant une valeur statistique comme le 30e centile, ou à défaut, par un IFT régional de référence.

52. L'indicateur « % de prairies permanentes dans la SAU » peut-il être utilisé partout ?

Non. Il n'y a pas de recours à l'indicateur prairies permanentes (PP) dans les Régions où le retournement des prairies permanentes est soumis à autorisation ou interdit.

53. Une fois le pourcentage d'IAE calculé pour l'exploitation, comment traduit-on ce chiffre en montant de PSE ?

L'indicateur « part des IAE au sein de la SAU » appartient à la catégorie de « gestion des structures paysagères ». L'ensemble des indicateurs appartenant à cette catégorie, choisis par le porteur de projet, doit être considéré pour le calcul de la rémunération. S'il y a trois indicateurs dans cette catégorie, alors c'est la moyenne (par défaut) des notes des trois indicateurs qui forme la note globale du domaine « gestion des structures paysagères ».

Les valeurs de référence d'aide sont de 66 €/ha pour le maintien et de 676 €/ha pour la création de structures paysagères. Ces valeurs sont accordées au prorata des notes obtenues.

Les notes se calculent selon le paramétrage territorial de l'indicateur. Considérons dans notre exemple que la borne inférieure de l'indicateur est de 5 % et que la borne supérieure est de 15 %.

Faisons le calcul sur une exploitation de 50 ha, qui a maintenu 4,5 km de haies en année n-1 et créé 1 km de haies en année n.

4,5 km de haies représentent une surface équivalente de 4,5 ha de haies, soit une part de 9 % d'IAE sur l'exploitation. De même, 1 km de haies représente 2 % de la surface de l'exploitation.

Le maintien des 4,5 km des haies en année n-1 représente une note en maintien de 4/10 (seuls les haies au-delà de 5 % sont rémunérées), et la création d'1 km de haies en année n représente une note en création de 2/10.

Le calcul du montant d'aide en année n est le suivant :

$676 \text{ €/ha} * 0,2$ (la création de haies) + $66 \text{ €/ha} * 0,4$ (le maintien des haies) = $135,2 \text{ €/ha} + 26,4 \text{ €/ha} = 161,6 \text{ €/ha}$.

Enfin, la surface totale de l'exploitation est prise en compte. En considérant une SAU = 50 ha, alors le montant éligible pour la catégorie « gestion des structures paysagères » une année donnée est de : $161,6 \text{ €/ha} * 50 \text{ ha} = 8 055 \text{ €}$.

54. Est-ce que l'enherbement des fossés est éligible ?

Le dispositif de PSE est conçu afin que les actions ou modes de gestion de l'agriculteur soient pensés et opérés à l'échelle de l'exploitation entière, de manière à caractériser l'exploitation dans son ensemble. Le dispositif proposé n'est pas un dispositif de rémunération de pratiques agricoles. Pour que l'enherbement des fossés soit lié à la rémunération d'un PSE, il est nécessaire de l'intégrer dans un indicateur caractéristique du fonctionnement de l'exploitation. Dans ce cas, l'indicateur intégrant

l'enherbement des fossés serait à catégoriser au sein du domaine « gestion des structures paysagères », puisqu'il s'agit de surfaces non productives. Il revient au porteur de projet de bâtir un tel indicateur, pour autant qu'il ait choisi de travailler sur une thématique cohérente avec l'enherbement des fossés. Il est recommandé de co-construire un projet de PSE avec les parties prenantes, notamment les syndicats de rivière s'ils ne sont pas déjà le porteur de projet, dans le cas où ils peuvent être amenés à donner des recommandations de gestion des fossés, comme la fréquence d'entretien, la protection des berges des fossés vis-à-vis du piétinement par le bétail... Des critères additionnels à la tenue d'un indicateur englobant l'enherbement des fossés, quantitatifs ou qualitatifs, peuvent être exigés pour assurer une gestion durable de l'enherbement des fossés.

55. Comment calculer la surface d'une mare ?

La surface des infrastructures agroécologiques (IAE) autres que les haies doivent être calculées en considérant des « surfaces haies équivalentes » par l'utilisation de coefficients de conversion et de pondération mentionnés en annexe II du règlement délégué (UE) n°2017/1115 du 15 février 2017. Pour le cas des mares, la règle de calcul est de considérer 1 mètre carré réel de mare comme 1,5 mètres carrés équivalent d'infrastructures agroécologiques. Des modalités de définition des mares peuvent être précisées localement, notamment des seuils de surfaces et des conditions d'artificialisation des mares.

56. Comment définir les IAE « zones humides » ou « milieux humides » ?

Pour définir les zones humides ou les milieux humides rentrant dans les IAE, le porteur de projet peut s'appuyer sur les définitions existantes (marais, zone humide RAMSAR, zone humide suivant l'arrêté modifié du 24 juin 2008 -qui liste, en particulier, les habitats naturels de zones humides).

Le choix des zones humides rentrant dans les IAE doit être fait au niveau local, notamment au vu des inventaires existants et des enjeux environnementaux portés par les différents types de zones humides. Le porteur de projet doit veiller à retenir une définition opérationnelle des zones humides conduisant à ce que, sur le terrain, il n'y ait pas d'ambiguïté sur la présence/absence de la zone humide.

57. Y a-t-il possibilité d'utiliser une moyenne d'IFT sur plusieurs années ?

Le régime d'aide d'État des PSE n'impose pas de contraintes particulières sur le calcul de l'IFT, en raison des principes d'expérimentation et de subsidiarité des territoires. Une moyenne de l'IFT sur plusieurs années peut donc être utilisée, sous réserve de permettre d'apprécier la variation interannuelle de l'IFT, par exemple par une moyenne glissante, afin de caractériser la performance environnementale annuelle d'une exploitation agricole. De plus, l'utilité et la pertinence de l'indicateur devront être démontrés, notamment au regard de la durée d'engagement dans un PSE, de l'adéquation avec l'enjeu environnemental visé, de l'adéquation avec le contexte agricole du territoire, de la capacité d'un tel indicateur à être interprétable d'un point de vue agronomique, notamment au regard des variations dues aux conditions climatiques, de la capacité d'un tel indicateur à être interprétable et prédictif vis-à-vis des effets potentiels sur l'environnement.

58. La référence au label Haie est-elle obligatoire pour mobiliser le volet « gestion des structures paysagères » des PSE relatif à la gestion des haies ?

Dès lors que le volet « gestion des structures paysagères » d'un projet PSE fait appel dans sa mise en œuvre à un indicateur concernant l'importance des IAE au sein de l'exploitation, et que ces IAE intègrent les haies (ce qui devrait être le cas général), il est obligatoire qu'il y ait une référence au Label Haie. Les agriculteurs contractualisant un PSE devront s'engager dans la démarche du Label, et le projet

territorial, à valider par l'agence de l'eau, devra donc intégrer un plan d'action pour déployer le label Haie et accompagner les agriculteurs dans leur démarche.

Une date limite d'engagement dans le label devra donc être spécifiée dans les contrats entre le porteur de projet et les exploitants agricoles. En attendant cette échéance d'engagement, des critères de gestion peuvent être exigés.

Cette obligation de référence au Label Haie (initialement dénommé Label Bois bocager géré durablement) figure en effet explicitement dans le dossier de notification auprès de la Commission européenne, et est donc incontournable pour que les PSE soient mis en œuvre conformément au régime notifié.

La Commission européenne s'est montrée très attentive à ce que la rémunération par les PSE soit justifiée par des situations ou actions allant au-delà des obligations réglementaires (« ligne de base »). Concernant les haies, pour aller au-delà des obligations de la BCAE7, il faut impérativement qu'il y ait mise en place d'une gestion durable, et que celle-ci puisse être caractérisée sur la base d'un référentiel précis, et contrôlable. C'est la raison pour laquelle le choix a été fait de faire référence à un système de certification, qui est celui du Label Haie, garantissant un niveau suffisant d'exigences et évitant ainsi tout effet d'aubaine.

59. Est-il possible de présenter un projet de PSE sur un territoire uniquement centré sur la gestion des haies et des structures bocagères ? Faut-il au contraire que le projet intègre obligatoirement également une dimension axée sur la gestion des systèmes de production agricole ?

Le dossier qui a été notifié auprès de la Commission européenne laisse la plus grande souplesse dans le montage des projets, au bénéfice des porteurs de projets territoriaux. Il précise notamment (pièce 2, p. 23) : "*Le mode de détermination du montant de PSE doit pouvoir s'adapter de manière très souple à la diversité des situations, tout en restant conforme aux principes qui le sous-tendent : une dissociation des deux domaines d'intervention de l'agriculteur est possible (gestion des structures paysagères ; gestion du système de production). Il est par exemple possible de n'envisager, dans le cadre d'un projet territorial, qu'une rémunération pour la création et l'entretien de haies*". Si l'on considère le critère de nécessaire conformité aux règles énoncées dans le dossier notifié, il est donc tout à fait possible pour un acteur territorial de présenter un projet qui ne vise que la gestion des haies et des structures bocagères. Par ailleurs, le dispositif de PSE qui a été notifié présente un caractère expérimental. Il semble donc opportun de laisser une grande marge de manœuvre à l'expression des initiatives territoriales, à la fois pour que, dans l'immédiat, les projets mis en œuvre permettent de répondre à la spécificité des territoires et pour que, à terme, l'expérimentation permette de produire un ensemble de réalisations et de résultats, riche d'informations utiles pour la conception de nouveaux dispositifs d'aides publiques innovants.

60. Est-ce que la liste des indicateurs est fermée ?

La liste des indicateurs notifiée à la Commission européenne est une liste ouverte.

Les Agences de l'eau ont la possibilité de laisser cette liste ouverte (le porteur de projet peut alors en proposer d'autres) ou de proposer une liste fermée d'indicateurs.

61. Est-ce que les seuils haut et bas des indicateurs sont imposés ? (La liste de l'annexe 2 est indicative – il s'agit d'exemples d'indicateurs. Il est possible d'en inventer d'autres.)

Un minimum pour certains seuils bas sont imposés afin de ne pas financer une obligation réglementaire, ou de cumuler les aides avec une autre aide publique existante (ex : 5% IAE sur la SAU).

Dans les documents de présentation des Agences de l'eau, les seuils mini et maxi sont donnés à titre d'exemple. Ils devront être adaptés aux territoires.

62. Quelles sont les règles à respecter pour garantir l'absence de double-paiement du dispositif PSE avec d'autres aides publiques dans le cas d'un indicateur visant directement des surfaces de légumineuses ?

Aucun indicateur visant directement la part de surfaces de légumineuses au sein de l'exploitation sans critère complémentaire de gestion ne peut être utilisé dans le dispositif de PSE. Cette règle permet de garantir l'absence de double-paiement avec les aides couplées de la PAC.

Afin d'utiliser un indicateur visant directement la part de légumineuses dans le dispositif de PSE, il est nécessaire d'associer un critère complémentaire de gestion à cet indicateur, par exemple l'absence de traitement par des produits phytosanitaires sur ces surfaces de légumineuses. Ce critère complémentaire de gestion permet de garantir l'absence de double-paiement avec les paiements couplés de la PAC.

Concernant tout indicateur visant directement la part de légumineuses ne recevant pas de produits phytosanitaires, aucun montant d'aide ne peut être accordé pour les 5 premiers pourcents de surfaces de légumineuses ne recevant pas de produits phytosanitaires par rapport à la surface de l'exploitation. En d'autres termes, la borne inférieure de l'indicateur doit être au minimum de 5 %.

Cette règle permet de garantir une exigence additionnelle vis-à-vis du critère SIE du paiement vert.

63. Les surfaces de légumineuses peuvent-elles être comptabilisées dans des indicateurs relatifs à la globalité de l'exploitation (taux de couverture des sols, IFT...) sans constituer un double-paiement avec d'autres aides publiques ?

Le dispositif de PSE s'attache à l'évaluation de la performance environnementale globale d'une exploitation agricole, en vue d'évaluer les services environnementaux rendus par l'exploitation. Il n'y a pas de relation biunivoque entre les indicateurs et les services environnementaux rendus : un indicateur peut rendre plusieurs services et un service peut être rendu par plusieurs indicateurs. Il s'agit de valoriser ce « bouquet de services » rendus, en reconnaissant qu'un choix cultural ou de gestion (part de légumineuses non traitées au sein de l'exploitation) peut être utile pour plusieurs critères d'évaluation (allongement des rotations, diminution de l'utilisation de produits phytosanitaires, fixation symbiotique de l'azote...) et peut rendre plusieurs services environnementaux associés (diminution des populations de ravageurs, augmentation des populations d'auxiliaires, qualité de l'eau...).

L'information « surface de légumineuses », qu'elle soit associée à un critère complémentaire de gestion ou non, peut être utilisée dans le calcul d'indicateurs ne visant pas directement ces surfaces sans préjudice des règles d'absence de double-paiement. Il est donc possible de prendre en compte les surfaces de légumineuses dans des indicateurs relatifs à l'utilisation de produits phytosanitaires (IFT...), ou encore de longueur moyenne des rotations sur la totalité de l'exploitation.

64. Certaines exploitations agricoles en agriculture biologique n'ont pas l'obligation de respecter les critères du paiement vert de la PAC. Est-il possible, pour l'indicateur « part de légumineuses ne recevant pas de produits phytosanitaires au sein de la surface de l'exploitation », de rémunérer ces exploitations pour les 5 premiers pourcents de part de légumineuses non traitées ?

Les exigences du paiement vert diffèrent selon que l'exploitation agricole soit entièrement ou en partie conduite en agriculture biologique.

- Une exploitation agricole dont une partie seulement des parcelles sont conduites en agriculture biologique doit respecter le critère SIE du paiement vert, à hauteur de 5 % de SIE, au choix soit sur les parcelles qui ne sont pas en agriculture biologique, soit sur la totalité de l'exploitation. Par conséquent, le dispositif de PSE doit assurer une exigence additionnelle par rapport au paiement vert, en imposant une borne inférieure minimale de 5 % pour ces exploitations.
- Une exploitation agricole dont toutes les parcelles sont conduites en agriculture biologique bénéficie de « plein droit » du paiement vert, et n'est pas tenue de respecter le critère SIE du paiement vert. Il serait donc théoriquement possible de rémunérer ces exploitations pour les 5 premiers pourcents de légumineuses non traitées au sein d'un PSE.

Il est cependant demandé d'imposer cette borne inférieure minimale de 5 % pour cet indicateur pour les raisons suivantes :

- Principes du dispositif : Le dispositif prévoit, dans le cas général, un unique système d'indicateur paramétré par des valeurs uniques valables sur l'ensemble du territoire. Toutes les exploitations souhaitant s'engager dans un PSE sont évaluées par les mêmes indicateurs, paramétrés par les mêmes valeurs au sein du territoire ;
- Faisabilité administrative : ce cas de figure apporte une complexité à gérer par les porteurs de projet lors des étapes d'instruction et de contrôle, susceptible de rendre la gestion difficile à mener ;
- Faisabilité technique : l'instrumentation nationale du dispositif ne traite pas ce cas de figure ;
- Principe de subsidiarité/choix politique d'équité : Il n'y a pas de raison d'évaluer deux exploitations différentes ou encore deux types d'agricultures différents sur un même critère élémentaire dans des conditions différentes, ce qui revient à conduire l'évaluation par deux grilles d'évaluation différentes. Pour valoriser une exploitation dans sa globalité, il est possible d'utiliser d'autres critères et indicateurs.

65. Dans les régions où le pourcentage de 5% de la surface en terres arables occupés par des surfaces d'intérêt écologique (SIE dans le cadre du verdissement de la PAC) est majoritairement atteint grâce aux surfaces en cultures dérobées, couverts végétaux ou plantes fixant l'azote, le seuil minimal de l'indicateur "% de IAE dans la SAU" peut-il être abaissé ?

Non. Quelle que soit la manière dont est atteint le seuil de 5% de SIE pour une Région, un territoire, ou une exploitation, le seuil de 5% de SAU pour les IAE ne peut en aucun cas être abaissé.

66. Un indicateur peut-il être adapté localement à partir d'un indicateur utilisé dans d'autres dispositifs d'aides ou d'autres réglementations (IFT, QSA, ...) ?

Oui si son utilité et sa pertinence sont démontrés.

67. L'indication d'une borne supérieure dans les indicateurs, qui n'est pas de 100 %, n'est-elle pas contraire à l'accompagnement des changements ?

Les bornes des indicateurs sont à définir en fonction des territoires. Pour l'exemple des haies, le maillage bocager n'est pas le même que l'on se situe dans la Beauce ou en Mayenne. Pour la borne supérieure, le service environnemental rendu est considéré optimal pour l'atteinte d'une part de 20 % de la surface en haies si l'on considère les connaissances issues de l'écologie paysagère. Au-delà, il n'y a plus d'augmentation du service environnemental rendu, et il n'y a donc pas de lieu d'augmenter la rémunération.

68. Quels sont les éléments qui peuvent être considérés comme des Infrastructures agroécologiques (IAE) ?

Il n'y a pas de liste fermée d'Infrastructures agroécologiques au niveau national. Une grande marge de manœuvre est donnée aux territoires pour choisir les IAE à évaluer dans le cadre de leurs projets territoriaux, en cohérence avec les enjeux propres aux territoires. Par exemple, la gestion de canaux et de marais à caractère patrimonial peuvent être une priorité pour un territoire donné, dans l'objectif de préserver le fonctionnement de l'écosystème.

Les coefficients à utiliser pour convertir les éléments ponctuels, linéaires, ou surfaciques en surfaces équivalentes peuvent être issus de l'annexe II du règlement délégué (UE) n°2017/1115 du 15 février 2017, ou être fixés par le porteur de projet ou l'Agence de l'eau.

69. Les surfaces en miscanthus peuvent-elles être considérées comme des IAE ?

Le miscanthus géant (*Miscanthus x giganteus*) est une plante pérenne exotique qui peut être utilisée comme une culture énergétique pour la production de biomasse.

De manière générale, si cette plante est utilisée sur une surface agricole, en vue d'une production de biomasse, alors cette surface ne peut pas être considérée comme une Infrastructure agroécologique.

Dans le cas particulier où cette plante est utilisée pour former une haie herbacée, qui a notamment pour fonction de constituer un ouvrage d'hydraulique douce pour freiner les écoulements de coulées d'eaux boueuses, alors elle peut être considérée comme une Infrastructure agroécologique. Ce choix devra cependant être réalisé en considérant l'ensemble des solutions d'hydraulique douce et de génie végétal, en analysant les avantages et inconvénients de chaque solution (entretien, impact sur la biodiversité...). Dans ce cas, en tant qu'élément semi-naturel, la haie herbacée composée de miscanthus géant ne doit recevoir ni produits phytosanitaires, ni fertilisants. Enfin, l'implantation de miscanthus géant en tant que haie herbacée doit s'inscrire dans une logique d'action au niveau de l'exploitation agricole entière et de son bassin versant.

70. Les ouvrages d'hydraulique douce (noues, fascines...) peuvent-ils être considérés comme des IAE ?

Les ouvrages d'hydraulique douce relevant du génie végétal et ne constituant pas une production agricole peuvent être considérés comme des Infrastructures agroécologiques. L'implantation de tels

éléments doit cependant s'inscrire dans la logique d'action propre au dispositif de PSE, en menant une réflexion au niveau de l'exploitation agricole entière et de son bassin versant.

À titre indicatif, les solutions suivantes de génie végétal peuvent être considérées comme des Infrastructures agroécologiques et être rémunérées dans le cadre d'un PSE, pour autant que ces éléments ne relèvent pas d'exigences réglementaires ou d'autres dispositifs d'aides publiques :

- Bandes enherbées ;
- Haies (arbustives, herbacées) ;
- Fascines ;
- Une combinaison des trois.

Les noues et fossés nécessitent une gestion particulière qui dépassent le seul périmètre de l'exploitation agricole. Les noues et fossés peuvent être rémunérées dans le cadre d'un PSE et être considérées comme des Infrastructures agroécologiques, pour autant qu'il soit pertinent de rémunérer des agriculteurs sur ces éléments.

71. Les prairies peuvent-elles être considérées comme des IAE ?

La prairie est un objet particulier à distinguer des autres éléments topographiques. Les services environnementaux rendus dépendent de la gestion qui en est faite et sont d'autant plus importants que l'âge de la prairie est élevé :

- Une gestion extensive (pâturage par un chargement animal < 1,5 UGB/ha) apporte des externalités positives par rapport à une prairie non pâturée, permettant d'entretenir la prairie ;
- Le stockage de carbone augmente linéairement dans le temps jusqu'à un âge de 40 ans, puis continue de croître jusqu'à un âge de 100 ans, voire davantage (Smith P., 2014. Do grasslands act as a perpetual sink for carbon ? Global Change Biology 20(9).) ;
- La faune et la flore spécifique aux prairies ont besoin d'un certain temps pour se développer, ce qui a un effet cascade sur les autres services environnementaux (épuration des eaux...).

Les modes de gestion possibles d'une prairie sont les suivants :

- Labour (même si la prairie est considérée comme permanente) ;
- Fauche ;
- Pâturage (extensif ou intensif, selon le chargement animal de 1,5 UBG/ha) ;
- Fertilisation ;
- Ensemencement ...

Les prairies sont donc des surfaces agricoles, utiles à la production agricole. Leur entretien nécessite une gestion qui va de pair avec la production agricole.

Par conséquent, **les prairies seront à évaluer dans le cadre du domaine de gestion des systèmes de production agricole**, en particulier la gestion des couverts végétaux.

72. En quoi consiste le morcellement parcellaire ? Quels sont les objectifs visés, les services environnementaux rendus par ce type de gestion ?

Le morcellement parcellaire est mesuré grâce à la taille moyenne des parcelles sur une exploitation, et permet de caractériser l'effet mosaïque d'un paysage agricole. Un morcellement parcellaire élevé, correspondant à une taille moyenne des parcelles faible, peut augmenter la densité des mailles écologiques, et améliorer la connectivité des trames écologiques. Le paysage et les habitats semi-naturels peuvent être ainsi potentiellement plus variés.

Cet indicateur est à coupler avec l'importance des Infrastructures agroécologiques sur l'exploitation, pour assurer que les interfaces entre parcelles sont munies d'habitats semi-naturels.

C'est une information qui contribue à un critère plus global d'extensification des systèmes de production, et de l'emprise de ceux-ci sur les milieux semi-naturels.

Des valeurs de 10 ha à 5 ha ont été utilisées dans la littérature (notice scientifique IBAE).

Par ailleurs, plus les surfaces sont petites, plus le ratio périmètre/surface est élevé, augmentant la longueur des bordures. Une étude sur le réseau Biovigilance 500 ENI (effets non intentionnels) mis en place dans le cadre du plan Ecophyto laisse à penser que cette longueur plus élevée de bordures tend à favoriser la recolonisation et la propagation des plantes à valeur naturelle, par opposition aux plantes agrotolérantes (Fried G., 2019, Innovations agronomiques 75 (2019), 87-98).

<http://ibea.portea.fr>

<https://www6.inrae.fr/ciag/content/download/6692/48997/file/Vol75-6-Fried%20et%20al.pdf>

73. Est-il possible de considérer une largeur de haie inférieure à 10 mètres pour le calcul de la surface de haies ?

Par convention, le calcul de la surface d'une haie peut se faire avec une largeur forfaitaire de 10 mètres, quelle que soit la largeur réelle de la haie. Cette valeur a été retenue dans les règlements européens relatifs à la politique agricole commune.

Cette valeur est par ailleurs justifiée par la présence des différentes strates botaniques d'une haie. Ces différentes strates constituent l'emprise de la haie ; une haie a besoin d'une strate herbacée suffisamment large pour être séparée d'une parcelle agricole, les strates arbustives et arborées ont également une part importante dans l'emprise de la haie. Le label Haie assure des exigences relatives à l'emprise minimale de la haie.

Le choix d'une largeur de 10 mètres n'est pas obligatoire mais recommandé, compte-tenu des éléments à prendre en compte dans l'emprise de la haie.

74. Les agriculteurs dont les haies sont intégrées dans les indicateurs du dispositif doivent adhérer au label « haie ». Existe-t-il l'équivalent pour les autres IAE ?

La notification ne prévoit pas d'obligation de gestion spécifique pour les IAE autres que les haies. Cependant, il est tout à fait possible d'inclure dans la définition des indicateurs un critère de gestion. Par exemple, pour les prairies humides, ce peut être l'absence de fertilisation minérale ou bien, pour des mares, des modalités particulières d'entretien. En dehors des obligations liées à la notification, le porteur de projet a toute latitude pour définir des indicateurs, réellement ambitieux, qui correspondent aux enjeux environnementaux du territoire.

II. Le projet territorial

A. Choix des territoires par les Agences de l'eau

75. Comment se fait le choix des territoires ?

Le choix des territoires est organisé par l'agence de l'eau pour son bassin. L'identification de ces territoires se fait par le biais d'un appel à manifestation d'intérêt ou d'un appel à projets organisé par chaque Agence de l'eau.

76. A quelle échelle les projets territoriaux sont-ils attendus ?

Il n'y a pas de règle prédéfinie, le périmètre du territoire doit être cohérent avec les enjeux environnementaux.

77. Est-il envisageable d'avoir deux dispositifs PSE sur un même territoire ?

Non. Dans le cadre de l'expérimentation PSE, il n'est pas possible de mettre en place deux dispositifs PSE sur un même territoire.

78. Le dispositif peut-il conduire à des rémunérations différentes suivant les territoires ?

Oui. La rémunération est fonction des seuils haut et bas choisis pour les indicateurs. Pour un même indicateur, étant donné que les seuils sont définis dans chaque territoire, suivant les objectifs environnementaux, deux agriculteurs de deux territoires différents peuvent être rémunérés différemment même s'ils sont au même niveau de l'indicateur.

Dans ce dispositif, c'est la modularité qui a été retenue et l'adaptabilité au territoire.

79. Quelle est l'incidence de ce PSE agences de l'eau- MTES sur les projets PSE locaux déjà existants ?

Les projets PSE locaux déjà portés par certaines Agences de l'eau ne sont pas remis en cause.

Les PSE portés par d'autres structures sont indépendants du dispositif national PSE. S'ils mobilisent des fonds publics, ils ne doivent en aucun cas se cumuler, sur une même exploitation, avec le dispositif national.

80. Comment mobiliser le PSE sur les territoires d'inondation ?

Ce dispositif PSE n'est pas directement destiné à répondre à l'enjeu inondation. La prise en compte de certains critères, tels que l'importance des prairies permanentes, peut de manière indirecte induire une rémunération dans les zones d'expansion des crues (attention : le critère « prairie permanentes » n'est à retenir que s'il correspond à des enjeux eau et biodiversité, son intérêt pour l'enjeu inondation ne doit être qu'un effet collatéral).

Le dispositif peut également contribuer, de façon indirecte, à limiter les risques d'inondation en favorisant les haies et les prairies sur la partie amont des bassins versants.

B. Elaboration du projet territorial

81. Est-il possible de proposer un bonus aux agriculteurs s'engageant à aller plus loin sur les deux thématiques (gestion des systèmes de production agricole ou gestion des structures paysagères) ?

Non. Le bonus est collectif. S'il a été prévu au moment de l'élaboration du projet territorial, il est activé lorsqu'un certain pourcentage d'exploitants ou de parcelles est engagé dans le dispositif. Ce pourcentage est défini dans le projet de territoire.

L'objectif du bonus collectif est en effet de favoriser des dynamiques collectives sur les territoires (augmentation du nombre d'exploitations et des surfaces agricoles engagées), afin d'obtenir un résultat environnemental supérieur.

Un agriculteur qui souhaite augmenter sa rémunération au cours du temps peut, pour cela, augmenter le niveau de ses indicateurs (volet « création ») jusqu'à atteindre le niveau maximal prévu dans le projet de territoire.

82. Par qui peut être élaboré le projet territorial ? par le porteur de projet ou par un bureau d'études ?

Il n'y a pas d'obligation pour un porteur de projet de faire appel à un bureau d'études. S'il en a les compétences, il peut lui-même élaborer son projet sinon il peut faire appel à un prestataire. L'objectif est d'aboutir à une organisation opérationnelle de la collectivité (notamment conventionnement avec les agriculteurs, animation et suivi des exploitants, contrôle, instruction et paiement des aides, contrôle)

83. Comment se fait le choix des indicateurs ?

Les indicateurs doivent être adaptés aux enjeux environnementaux et au contexte agricole du territoire. Une liste indicative des indicateurs a été établie au niveau national. Les indicateurs peuvent être choisis dans cette liste ou de nouveaux peuvent être proposés (si l'Agence de l'eau a souhaité laisser cette possibilité dans ses appels à projet ou à manifestation d'intérêt). Les indicateurs doivent aller au-delà des exigences réglementaires et en particulier de la conditionnalité et ne pas engendrer de risque de double financement avec la PAC.

84. Y a-t-il un nombre d'indicateurs minimum ?

Les projets peuvent concerner un des deux domaines (paysage et/ou pratiques agricoles) ou les deux. Mais il est obligatoire de choisir au moins un indicateur dans chacun des sous-domaines du domaine « pratiques agricoles » (« Gestion des couverts végétaux » et « Valorisation des ressources de l'agro-écosystème »). Ainsi un PSE qui ne prendrait en compte qu'un seul indicateur de type « longueur moyenne des rotations sur l'exploitation » ne serait pas éligible.

Pour avoir un résultat sur l'environnement, une approche globale de l'exploitation est indispensable. De plus, les Agences de l'eau ne sélectionnent que les projets les plus ambitieux.

85. Un porteur de projet peut-il choisir un indicateur autre que ceux prévus dans la notification ?

Oui, sauf si l'Agence de l'eau a fixé une liste limitative d'indicateurs pour les projets PSE de son bassin.

86. En vue de favoriser une filière énergétique, une collectivité achète aux agriculteurs leur production de plantes énergétiques (par exemple de la silphie pour alimenter un méthaniseur). Est-ce que cet achat a une incidence sur la définition des indicateurs PSE ? comment les parcelles concernées doivent-elles être prises en compte dans le dispositif PSE ?

Dans le cas présent, il s'agit de l'achat d'une production agricole par une collectivité et non d'une subvention publique à des agriculteurs. Cet achat n'a donc pas d'incidence sur la définition des indicateurs PSE et ces parcelles peuvent être intégrées dans le dispositif sans spécificité particulière.

87. Dans le calcul du bonus collectif, est-ce que les exploitants ou les surfaces en bio (qui ne bénéficient pas du PSE) peuvent être pris en compte, considérant qu'ils rendent également des services environnementaux ?

Non : l'objectif du bonus est d'inciter à l'adhésion au dispositif PSE afin de maximiser les services environnementaux. Les services environnementaux rendus par des exploitants en AB ou tout autre exploitant ne peuvent pas être pris en compte.

88. Est-il possible d'imposer une obligation de maintien d'un indicateur ?

Le dispositif de PSE notifié s'attache à l'évaluation de la performance environnementale d'une exploitation agricole dans sa globalité. Il ne prévoit pas, dans sa construction, d'obligation de maintien pour des actions ciblées. Toutefois, cette obligation n'est pas contradictoire avec le dispositif et peut être complémentaire à une évaluation sur la totalité de l'exploitation agricole.

Il est donc tout à fait possible pour un porteur de projet ou une Agence de l'eau d'imposer une obligation de maintien d'un indicateur, par exemple pour un indicateur relatif à la part de prairies permanentes, pour autant que ce choix soit pertinent, et que l'indicateur soit robuste (indépendance du résultat d'un indicateur aux conditions climatiques). Pendant la durée du contrat, la note relative aux prairies pourra stagner voire augmenter, mais ne pourra pas diminuer pour respecter l'obligation de maintien.

En pratique, des clauses d'obligation de maintien pourront figurer dans le projet de territoire. Elles devront être ajoutées dans les engagements mentionnés dans le contrat entre l'exploitant agricole et le porteur de projet. Les conséquences du non-respect de l'engagement devront être prévues dans le projet de territoire et figurer dans le contrat de l'agriculteur.

89. Le dispositif PSE doit-il obligatoirement concerner tous les enjeux environnementaux d'un territoire ?

Le projet doit considérer l'ensemble des enjeux environnementaux du territoire. En effet, le dispositif s'attache à valoriser l'ensemble des services environnementaux rendus par une exploitation agricole, considéré comme un « bouquet de services ». Les indicateurs et les critères de gestion d'un projet peuvent rendre plusieurs services environnementaux. Par exemple, la haie est un support d'habitats pour la faune sauvage, permet de ralentir le ruissellement des eaux, fixe les éléments nutritifs du sol... Il convient donc de valoriser l'ensemble de ces services rendus.

En pratique, le porteur de projet peut hiérarchiser et prioriser les enjeux environnementaux, par exemple parce qu'une problématique environnementale a davantage d'importance et d'impacts sur l'environnement que les autres sur un territoire.

90. Un dispositif PSE peut-il être conçu spécifiquement pour une production ou un système de production ?

Non. L'élaboration d'un dispositif PSE doit être faite au regard des enjeux environnementaux du territoire, à croiser avec les systèmes de production présents. Le dispositif PSE n'est pas conçu pour être un système de soutien à certaines productions. C'est l'entrée par les services environnementaux et pas par le type de production qui doit être retenue.

91. Un PSE doit-il obligatoirement concerner tous les systèmes de production d'un territoire ?

Non. Les enjeux environnementaux du territoire doivent être hiérarchisés et certains seront reconnus comme prioritaires. Le dispositif PSE doit être paramétré au regard de ces enjeux prioritaires : choix des indicateurs, seuils haut et bas de ces indicateurs. Cela peut conduire à ce que des exploitations soient peu ou pas rémunérées dans le cadre du dispositif, les services environnementaux qu'elles rendent n'ayant pas été jugés prioritaires.

92. Est-il possible de construire, sur un seul et même territoire, un dispositif avec deux systèmes d'indicateurs, chacun de ces systèmes d'indicateurs serait orienté vers un système de production, l'un portant par exemple sur la polyculture-élevage, l'autre sur la viticulture ?

Oui, c'est possible, lorsque, pour un même enjeu environnemental, jugé prioritaire au niveau du territoire, la traduction de la performance environnementale des exploitations nécessite d'utiliser un ou plusieurs indicateurs différents (par exemple, pour l'enjeu érosion : viticulture = taux de couverture des sols ; élevage= taux de prairies permanentes dans l'assolement). Une base d'indicateurs communs à toutes les exploitations doit cependant être prévue afin de ne pas avoir deux dispositifs PSE sur un même territoire.

Dans le cas d'une exploitation mixte viticulture/grandes cultures qui souhaite souscrire à un PSE qui comporte deux volets différents « viticulture » et « grandes cultures », l'exploitation devra ne choisir qu'un seul système d'indicateurs, en contractualisant la totalité de sa surface sur un seul volet. En effet, il n'est pas possible de contractualiser plusieurs parties de l'exploitation sur des volets différents.

IV. L'application du dispositif à l'exploitation agricole

A. L'éligibilité de l'exploitation

93. Tous les agriculteurs exploitant sur un territoire sélectionné peuvent-ils être éligibles ?

Certains agriculteurs ne peuvent pas contractualiser un PSE :

- les agriculteurs dont un contrat CAB, MAB, MAEC (quelles qu'elles soient) est en cours,
- les agriculteurs qui participent au schéma de certification « maïs » au titre du verdissement.

Au sujet de la localisation de l'exploitation par rapport au territoire sélectionné, plusieurs cas peuvent se présenter : les agriculteurs exploitant des parcelles sur un territoire sélectionné peuvent avoir leur siège d'exploitation sur ce territoire ou à l'extérieur. Ils peuvent également avoir toutes leurs parcelles sur ce territoire ou seulement une partie de celles-ci.

En ce qui concerne le siège d'exploitation, étant donné que ce que l'on recherche c'est une amélioration des services environnementaux, ce n'est pas la localisation du siège qui ouvre droit au PSE mais l'exploitation de parcelles sur le territoire sélectionné.

Pour bénéficier des PSE, une part minimale de parcelles à exploiter dans le territoire sélectionné peut être définie par chaque porteur de projet de territoire. Cette règle peut être différente s'il s'agit d'aires d'alimentation de captage (fort intérêt à ce que toutes les parcelles soient intégrées dans le territoire PSE) ou de territoires plus vastes (par exemple accès au PSE si 50 % des parcelles exploitées se situent dans le territoire retenu).

Cette règle est à définir au niveau de chaque territoire et à valider par l'Agence de l'eau.

Rappel : la rémunération est calculée sur la base de la SAU de l'exploitation. La rémunération ne peut donc être calculée uniquement sur les seules parcelles situées dans le territoire sélectionné.

94. Existe-t-il des cas d'exclusion ?

Oui. La rémunération par PSE ne doit pas se cumuler avec les aides de la PAC. Ainsi sont exclus les agriculteurs participant au schéma de certification « maïs » au titre du verdissement ne pourront pas souscrire aux aides PSE pour éviter toute risque de double financement notamment au regard du critère relatif à la couverture des sols.

B. L'élaboration du contrat

95. Un agriculteur peut-il choisir de contractualiser seulement sur certains indicateurs dans la liste des indicateurs retenus au niveau du territoire ?

Non. Les indicateurs et les thématiques ont été choisis au niveau du territoire en fonction des enjeux environnementaux (eau, biodiversité) de celui-ci. Tous les indicateurs retenus doivent être calculés pour l'exploitation. La note de l'exploitation (et donc le montant des PSE) est calculée à partir de tous les indicateurs retenus dans le projet territorial (il est donc tout à fait possible qu'un agriculteur ait 0 pour un indicateur s'il n'atteint pas le seuil minimal de cet indicateur).

96. Pour les infrastructures agro-écologiques (IAE), quel est le lien avec la déclaration PAC ? en particulier les IAE doivent-elles obligatoirement être référencées par l'exploitant sur Télépac dans le cas d'un maintien d'IAE sur 5 ans ? Est-ce que la haie ou surface non agricole (SNA) doit être déclarée à la PAC pour être éligible au PSE en maintien ? Et en cas de création, quelle obligation de déclaration à la PAC ?

Les déclarations dans le cadre de la PAC et dans le cadre du PSE sont indépendantes. Le dispositif PSE n'impose pas de déclaration ou de référencement spécifique des IAE (ou autres SNA) dans le cadre de la PAC.

Les données du dossier PSE et celles de la déclaration PAC doivent cependant être cohérentes et le dépôt d'un dossier PSE n'exonère pas un agriculteur de ses obligations de déclaration dans le cadre de la PAC.

Remarque : les définitions des IAE dans le dispositif PSE ne se recoupent pas exactement avec celles des SIE pour la PAC. Pour exemple, les cultures dérochées, qui peuvent être des SIE pour la PAC, ne sont pas des IAE pour les PSE. Il est cependant tout à fait possible de reprendre des définitions de la PAC pour certaines infrastructures agro-écologiques. Par exemple les haies dans les PSE sont comptées, comme dans la PAC, avec une largeur de 10 m.

97. Pour la comptabilité de l'agriculteur, les PSE sont-ils considérés comme une subvention ou une prestation (pas même ligne comptable, ni même conséquence fiscales notamment) ?

Le PSE est une aide issue des budgets des Agences de l'eau, l'aide est donc à enregistrer comptablement comme une subvention. Une prestation n'aurait pas nécessité une notification du dispositif auprès de la Commission européenne.

98. Quelle est la durée du lien contractuel avec l'exploitant ?

Les contrats sont de cinq ans (longueur imposée par la réglementation européenne). Une clause dans les contrats devra prévoir une révision de ceux-ci au moment de l'entrée en vigueur de la prochaine PAC et des nouvelles lignes directrices agricoles.

C. Le suivi du contrat dans le temps

99. Est-ce que l'évolution des indicateurs doit être prévue sur cinq ans dès le dépôt du dossier de l'agriculteur ?

Oui. L'évolution de l'exploitation doit être prévue sur 5 ans, dès le dépôt du dossier. Il s'agit, pour les Agences de l'eau, de prévoir les montants financiers à engager sur la durée du contrat.

Le montant d'aide sera versé chaque année aux agriculteurs en fonction de l'évolution effective de leurs indicateurs.

100. Est-il possible d'échelonner la contractualisation des PSE dans le temps (ex : exploitant 1 : engagement PSE en 2020 ; exploitant 2 : engagement PSE en 2021, etc...) ?

Il est théoriquement possible que les agriculteurs s'engagent à des moments différents y compris sur plusieurs années. Cependant, la mise en œuvre des PSE dans le cadre d'appels à projets ou appels à manifestation d'intérêt, impose de respecter le cadre fixé par ces dispositifs et, le cas échéant, de restreindre la possibilité de contractualiser à une période donnée. De plus, la notification du dispositif prévoit que les engagements se fassent au plus tard le 31 décembre 2021.

101. Un agriculteur peut-il passer du statut « création » à « maintien » au cours de ses 5 ans d'engagement ?

Lorsqu'une quantité de service environnemental est créée, elle est rémunérée au titre du statut « création » sur une seule année uniquement. Sans amélioration ultérieure, le service environnemental sera rémunéré en « maintien » lors des années suivantes. Il faut donc identifier dès le départ sa trajectoire de création / maintien.

102. Est-ce possible pour un agriculteur de sortir du contrat avant la fin des 5 ans ? Si oui, est-ce qu'il y a des pénalités ou un remboursement envisagé ?

Voir guide.

103. Par qui sera fait le suivi des indicateurs et des notes des exploitants ?

Quand il dépose son dossier, l'agriculteur prévoit la trajectoire d'évolution de son exploitation sur cinq ans et donc le niveau des indicateurs et de la rémunération à chaque date anniversaire de son contrat.

Chaque année, il soumet la valeur actualisée réelle des indicateurs, valable à la date anniversaire de son contrat. Le service instructeur prend en compte ces données réelles pour calculer le montant d'aide définitif.

L'obligation d'informer l'instructeur du niveau des indicateurs est de la responsabilité de l'agriculteur. Il peut bien sûr être accompagné par l'animateur du dispositif PSE du territoire pour évaluer la valeur de ses indicateurs.

104. Lors de la transmission d'une exploitation, est-ce que le PSE pourra être transmis ?

Le nouvel exploitant devra déposer un nouveau dossier à son nom : pour plus de précisions, voir le guide.

105. Que se passe-t-il si des prairies comptant dans la rémunération « maintien » sont retournées ?

Il n'y a pas de pénalités ni de remboursement si un service environnemental qui a été rendu au titre du « maintien » pendant une année n'est plus rendu les années suivantes. En effet, l'objet du montant d'aide pour la composante « maintien » porte sur le maintien d'un service rendu pendant un an. Cependant le projet de territoire peut tout à fait prévoir une obligation de maintien des prairies (engagement à signer par l'agriculteur).

V. L'instruction, le paiement et le contrôle des dossiers des agriculteurs

A. Instruction et paiement

106. Peut-on externaliser les prestations de paiement/instruction/contrôle ?

Oui c'est possible mais ces prestations ne sont pas finançables par les Agences de l'eau.

107. Le paiement d'avance sera-t-il possible (avant la date anniversaire de signature du contrat) ?

Oui : voir guide

108. Le versement aux agriculteurs est-il annuel ou est-il fait au bout des 5 ans ?

Le versement est annuel.

B. Les contrôles

109. Quel est le nombre de contrôles à prévoir ?

La notification du dispositif auprès de la Commission européenne prévoit un taux de contrôle minimal de 2% des exploitations. Ce taux de contrôle peut être augmenté par les Agences de l'eau ou le porteur de projet (à valider par l'Agence).

V. Gestion administrative et financière du dispositif par les Agences de l'eau

A. Contrat agence de l'eau-porteur de projet

110. Comment l'agence va s'assurer de la bonne réalisation de la mission ? Quels documents seront demandés ?

Les modalités de contrôles de réalisation de la mission figurent dans la convention de mandat signée par l'Agence de l'eau.

B. Organisation financière

a) AMI-élaboration du dispositif local

b) PSE

111. Est-ce que le porteur de projet devra avancer la somme payée aux agriculteurs ?

Les modalités financières entre l'Agence de l'eau et le porteur de projet sont régies par la convention de mandat.

112. La gestion financière du dispositif est-elle finançable par l'Agence de l'eau ?

Réponse à venir

Glossaire

IAE INFRASTRUCTURE AGRO-ECOLOGIQUE

MAEC MESURES AGRO-ENVIRONNEMENTALES ET CLIMATIQUES

PSE PAIEMENT POUR SERVICES ENVIRONNEMENTAUX

SAU SURFACE AGRICOLE UTILE

A COMPLETER